



Il n'y a pas très longtemps encore, une seule des « réformes de modernisation » que le président de la République nous assène chaque jour ou presque, aurait mobilisé largement dans les entreprises, les administrations, les établissements scolaires et dans la rue.

Ce n'est pas la peine d'en faire la liste : vous la connaissez et elle serait hélas très longue.

Prenons simplement une des dernières : le ministre de l'éducation nationale a annoncé jeudi sa volonté de recourir à la loi pour imposer aux personnels de se déclarer grévistes au moins 48 heures à l'avance. Le secrétaire général a répondu qu'une telle annonce au soir d'une grève particulièrement réussie, en lieu et place d'une réponse aux revendications, était significative d'un déni de vrai dialogue social.

On trouve ici concentrés plusieurs des problèmes rencontrés par les salariés et leurs organisations syndicales.

1) l'impuissance du moment ne doit pas durer

Que ce soient les attaques contre le droit de grève, l'éparpillement du droit du travail, la dénaturation et l'amaigrissement des services publics, les dizaines de milliers de suppressions de postes dans la fonction publique, la baisse du pouvoir d'achat des salaires des fonctionnaires (7 % en moyenne) et le refus de discuter sérieusement de la valeur du point d'indice alors que le traitement indiciaire de base représente 85,3 % de la rémunération moyenne des fonctionnaires, les organisations syndicales ne parviennent pas à convaincre les salariés qu'on peut et qu'on doit réellement faire autrement et qu'il faut une action forte, massive, unitaire et qui dure, pour imposer l'arrêt de cette politique catastrophique et la mise en route d'une autre politique salariale, une autre politique des services publics, une autre politique de civilisation.

Certaines n'arrivent pas à se convaincre elles-mêmes.

Bien sûr et heureusement, tout esprit et toute volonté de lutte ne sont pas perdus et des centaines de milliers de manifestants (plus de 6 000 dans notre département) se sont retrouvés dans la rue jeudi pour dire leur mécontentement, leur refus de cette politique et leur exigence d'une autre orientation.

Que répond le ministre de la fonction publique ? : « La grève est une mauvaise réponse. Les salaires ne sont pas la seule raison du mal-être des fonctionnaires. » Il n'a pas tort sur la seconde phrase.

Ce qui mine le moral des fonctionnaires au moins autant que les coups qu'ils prennent, c'est qu'ils en prennent autant sans que leurs organisations syndicales ne parviennent à répondre à la hauteur des coups.

Si les organisations syndicales ne parviennent pas à organiser cette réponse, c'est parce que toute perspective politique alternative semble bouchée : comment répondre globalement à une attaque globale qui se fonde sur le prétexte de résoudre politiquement le problème des conséquences de la concurrence mondiale, si aucune force politique alternative ne parvient à faire émerger ou à exprimer un programme alternatif ?

Ce problème, qui ne relève pas directement du champ syndical, pose de façon de plus en plus aiguë celui du rapport du syndical au politique.

Il n'est évidemment pas question de mettre l'organisation syndicale au service d'un appareil politique, fût-il alternatif. Mais l'attaque présidentielle dont les conséquences accablent les conditions de vie et de travail, individuelles et collectives des salariés, est une attaque explicitement politique. Donner encore plus aux riches et aux patrons. En quelques années, la part des salaires dans le produit intérieur brut a baissé de 9,3 % au profit des patrons et des banquiers (dont on voit ces jours-ci l'efficacité).

La question qui se pose avec urgence, soixante ans après la Libération, quarante ans après mai 1968, c'est celle de la responsabilité du mouvement syndical dans la défense des intérêts individuels et collectifs des salariés.

Revenir aux fondamentaux et les appliquer !

Il faut donc appliquer nos principes fondateurs : défendre les intérêts des salariés, la fonction publique et les services publics, en organisant le plus largement possible l'unité de la lutte syndicale contre les effets de cette politique.

Facile à dire ? Mais quand les luttes ont réussi à être unitaires, elles ont été victorieuses.

Il est vrai que les péripéties de la construction de l'unité syndicale sont tout, sauf enthousiasmantes. La réunion intersyndicale nationale de vendredi a produit un texte sans envergure qui exige une réunion rapidement. Il relève que le ministre n'a répondu que par un rendez-vous le 18 février. Alors que la semaine de la Fonction Publique du ministre commence le 1^{er} février, que le « comité DRH » (échanges entre entreprises privées, publiques et administrations !...) est lancé le 8 février, et que le 18 février est justement le jour choisi par le ministre pour lancer sa bourse de l'emploi public qui illustre la réforme générale des politiques publiques, les attaques concrètes contre le statut du fonctionnaire et son remplacement par des contrats. Le communiqué souligne que l'action du 24 rencontre l'assentiment de la majorité de la population et conclut sur l'annonce d'une nouvelle réunion syndicale le 1^{er} février.

Au niveau départemental, la FSU 64 a répondu jeudi après midi à une invitation de l'UD CGT pour faire le point et préparer une action interprofessionnelle. Seules la CGT, la CFDT et la FSU ont participé à cette réunion qui a analysé franchement la situation. Les camarades de la CFDT ont quitté la réunion en disant qu'ils ne pouvaient pas prendre de décision. Un communiqué commun CGT-FSU a été rédigé et envoyé au secrétariat général de la FSU (pour ce qui nous concerne), de façon à montrer notre exigence d'une action sur la durée et qui s'élargit à l'interprofessionnelle.

Les réunions préparatoires intersyndicales départementales du 24 ont été d'un niveau revendicatif assez...modéré.

Il importe donc de fournir aux collègues les explications de fond sur ce qui se passe, de répondre à leurs interrogations sans rien cacher mais sans pessimisme décourageant, de faire fonctionner les organisations syndicales à tous leurs niveaux et particulièrement au niveau de base, d'expliquer que la politique de casse des services publics n'est pas fatale et qu'il est possible de gagner à condition de le croire, de le vouloir et de travailler pour le faire. Il faut bien davantage penser à informer le niveau fédéral départemental de toute action entreprise par les organisations, que ce soit au niveau départemental ou au niveau local. Il faut donner les éléments d'analyse que vous faites, même s'ils vous semblent sommaires.

Dans un contexte politico-économique pas meilleur que le nôtre, les conducteurs de train allemands ont obtenu le 13 janvier 11% d'augmentation de salaire. Après plusieurs mois de lutte syndicale sous diverses formes et deux jours de paralysie totale du trafic. Malgré les réserves de la « gauche politique modérée » et de certains représentants syndicaux...modérés. Mais avec le soutien de l'opinion publique allemande. Et celui de l'émergence d'une force de gauche alternative.

Rapports de force

Tout est affaire de rapport de forces. On le sait, mais le président de la République et le MEDEF le savent aussi !

Leur stratégie actuelle, appuyée sur cette conscience que le rapport de forces actuel est largement en leur faveur, est d'imposer des « négociations » qui n'en sont pas : ce sont des réunions où les organisations sont convoquées pour avaliser, sous couvert de discussions, les décisions prises par le pouvoir. Cela est permis par le faible niveau revendicatif des organisations syndicales d'accompagnement et par le fait que la majorité des organisations n'a pas la volonté de lancer les forces syndicales dans la bataille. La menace est claire : si vous ne signez pas, on fait une loi ! (Autre indication du côté où penche le rapport de forces !)

De ce point de vue, la négociation récente sur « la modernisation du marché du travail » est à étudier de près. Toutes les organisations confédérées ont participé activement à cette négociation, y compris la CGT qui n'a finalement pas signé. Mais, comme le dit son secrétaire général, « nous avons rendu le texte signable par les autres » et bloqué son niveau de nuisance plus bas que ce que souhaitaient les patrons et le gouvernement.

C'est tout l'enjeu des discussions en cours et à venir dans la fonction publique : y aller et paraître avaliser une politique de régression ou ne pas y aller et laisser le pouvoir faire ce qu'il veut.

Y aller et montrer que les forces syndicales de contestation et de proposition existent et construisent un rapport de forces.

Ne pas y aller et permettre que s'installe encore plus profondément un sentiment d'impuissance, de fatalité et de désespoir.

Cette stratégie n'est concevable que si, en même temps qu'on affronte le ministre, on construit à la base et partout le rapport de forces qui renversera la décision. Et rien n'interdit de participer activement aux négociations, d'y défendre activement les intérêts des personnels, de rendre moins nocif un texte mauvais et de finalement ne pas le signer.

Rien n'empêche bien sûr non plus d'organiser de grands mouvements unitaires qui rendraient ces discussions inutiles et imposeraient des changements profonds.

Remarquons simplement que le gouvernement refuse d'organiser cette discussion au lendemain d'un mouvement fort dans la fonction publique et particulièrement dans l'éducation nationale. Il est conscient que le rapport de forces en notre faveur est meilleur à ce moment.

Les coucous

Dans cette période de faiblesse du mouvement syndical, la stratégie de rassemblement unitaire d'U&A est encore plus importante que dans une période d'élan syndical. Quasiment tous les salariés de la Fonction Publique sont victimes de la politique actuelle, mais très peu (trop peu) ont la conviction qu'elle n'est pas fatale et qu'on peut rapidement faire autrement, très peu (trop peu) croient que leur organisation syndicale y peut quelque chose.

Encore davantage qu'avant, il faut ne pas exclure, ne pas jeter d'anathème sur ceux qui n'ont pas la même conscience des solutions possibles, sur ceux à qui nous n'avons pas encore pu donner les explications dont ils ont besoin.

Bien qu'imparfait, l'outil syndical doit être préservé et développé, proposé à un nombre croissant de collègues qui doivent s'y exprimer.

Des situations inacceptables comme celle que nous avons vécue une nouvelle fois pendant l'assemblée générale de jeudi matin ne peuvent plus être permises.

Que des camarades analysent que des syndicats n'ont pas la même analyse qu'eux, d'accord. Mais qu'ils sachent d'abord distinguer les syndicats qui luttent de ceux qui accompagnent. Et surtout qu'ils ne viennent pas systématiquement casser du syndicat, hurler à la trahison, insulter les responsables syndicaux et appeler à remplacer les organisations certes imparfaites par l'organisation partout d'assemblées générales... Et après ? Et tout le monde sait que de telles assemblées se manipulent facilement, comme on l'a vu, par l'invective et la surenchère verbale. Pour aboutir à quoi ? Les quelques exemples locaux concrets, en dépit de l'aide constante d'organisations de la FSU, ne sont pas vraiment convaincants...

Alors, à quoi servent ces quelques rares coucous ? A faire que plusieurs salariés quittent la salle, écœurés ? Non, nous devons rassembler, y compris ceux là qui nous conspuent mais dont nous avons jusqu'ici aidé l'action de rassemblement des personnels précaires. L'organisation syndicale doit se poser sérieusement la question de la réalité et de l'efficacité de ce travail militant et de son propre travail en direction des personnels précaires.

Dans le contexte d'aggravation des conditions de travail et de vie d'une partie croissante des salariés et de la menace de la disparition du statut, c'est une priorité.

U&A 64, le 27 janvier 2008

*Bref tout ça prouve au combattant
Qu' Marianne a la peau brune,
Du chien dans l' ventre et qu'il est temps
D'crier vive la Commune !*

*Tout ça n'empêche pas Nicolas
Qu' la Commune n'est pas morte.*

Eugène Pottier, en 1886, un an avant sa mort.

P.S. Daniel Barenboïm, célèbre chef d'orchestre argentin de naissance et israélien de choix, a demandé la nationalité palestinienne la semaine dernière. (Il avait 10 ans en 1952, quand ses parents sont venus, depuis l'Argentine, s'installer en Israël)

A tous ceux qui voudraient séparer les Palestiniens des Israéliens, nous, nous répondons au nom de la musique, qui est harmonie : Il n'y a aucune solution militaire qui tienne, ni du point de vue moral, ni du point de vue stratégique. C'est seulement en arrivant à le comprendre qu'on pourra mettre fin à l'occupation et donner vie à la paix et à une coexistence entre Palestiniens et Israéliens, sur la base de deux peuples et de deux états. Mais nous, nous ne pouvons pas attendre les accords de paix, c'est pour cela que je suis ici aujourd'hui, pour agir immédiatement. » a-t-il déclaré à Ramallah il y a quelques mois. Quelque temps auparavant, alors que l'armée israélienne l'empêchait de se rendre en Cisjordanie pour donner un concert, c'est grâce à une escorte du corps diplomatique allemand qu'il y parvint...

Bien que, d'une part, en tant qu'art, la musique ne puisse pas faire de concessions sur ses principes, et que, d'autre part, la politique soit l'art du compromis, la musique peut néanmoins rejoindre la politique quand celle-ci transcende les limites de l'existence présente et atteint les hautes sphères du possible, avait-il dit en 2004 devant le parlement israélien en recevant le prix de la fondation Wolf, en concluant : *C'est pourquoi j'ai décidé de donner la dotation de mon prix à des projets d'éducation musicale en Israël et à Ramallah.*